Hier samedi 24 octobre vers 11h (heure locale), un groupe de « neuf assaillants terroristes » fait irruption dans le collège Mother Francisca International Bilingual Academy, a kumba, Sud-ouest, avant d'ouvrir le feu sur les élèves présents dans la salle de classe, âgés de 9 à 12 ans. Au moins 7 morts, selon les sources sécuritaires.

L'avocat Camerounais installé à Paris, Me Christian Timbane, pointe un doigt accusateur sur le régime de Yaoundé, qui, « sans être coupable, est de ce fait néanmoins, responsable de la mort des écoliers ».

REGIME BIYA, VOUS ETES RESPONSABLE

Inciter les enfants à aller à l'école dans une zone de guerre et de guérilla parce qu'on veut montrer que la situation est politiquement maîtrisée, c'est en faire des boucliers humains, c'est les exposer à la mort, pour est-il, sauver l'image d'un homme et de son régime.

Le régime Biya, sans être coupable, est de ce fait néanmoins, responsable de la mort de cette dizaine d'élèves et de nombreux autres blessés et mutilés dans ce collège de Kumba attaqué à l'arme de guerre.

Nous avons appelé à plusieurs reprises ce régime à ouvrir des négociations directes avec les sécessionnistes armés dans le but d'un cessez le feu, qui protégerait les populations civiles.

Malheureusement, les bénéficiaires des marchés et financements débloqués pour cette guerre, tapis dans les bureaux à Yaoundé et dont les enfants jouissent des retombées dans des milieux huppés occidentaux, s'opposent systématiquement à cette option.

Car la fin de la guerre, sifflera la fin des marchés surfacturés et autres détournements d'argent.

Certains viendront me demander de condamner les auteurs de cet acte.

Ce n'est qu'un truisme.

Tout être doué d'humanité condamne sans états d'âme cette horreur.

Je les condamné sans réserve et appelle aux poursuites contre les auteurs et instigateurs.

Mais, le plus important à faire est de trouver les voies et moyens pour arrêter la guerre.

Les forces sécessionnistes s'étant aguerries après plusieurs années d'affrontements et ayant acquis des armes et équipements militaires au même titre que l'armée régulière, l'option militaire dans le contexte de cette guerre asymétrique, est vouée à l'échec. Surtout qu'elle repose sur un fondement de crise identitaire.

Ailleurs, lorsqu'un tel schéma s'est présenté, les parties ou la partie belligérante la plus diligente, a provoqué des négociations ou des médiations internationales pour la paix. Car la paix n'a pas de prix.

Et dans la plupart des cas, elles ont abouti aux cessez-le feu et aux rétablissements de la paix.

La guerre du Noso n'échappe pas à cette démarche : il faut des négociations directes État du Cameroun-forces sécessionnistes.

C'est une urgence absolue, pour éviter d'autres carnages de civils.

Qui l'aurait cru qu'après les horreurs des petits enfants de Ngarbuh et de leurs

mamans assassinés, puis brûlés, de jeunes enfants d'un collège seraient les prochaines victimes ?

Je vous conseillerais de ne pas regarder les images atroces de cette tuerie. Des cerveaux d'élèves explosés, baignant dans du sang et répandus dans les salles de classe.

J'en appelle donc au peu d'humanité des profiteurs de Yaoundé pour qu'ils écoutent enfin, toutes ces voix qui s'élèvent dans le monde pour demander une médiation internationale, particulièrement africaine dans la crise du Noso.

À défaut, ils devraient être désormais tenus pour coupables de ces crimes de guerre contre les civils pour avoir facilité et aidé par leur inaction volontaire la continuation de la guerre.

Christian Ntimbane Bomo

Société Civile Critique.